

Service public fédéral Emploi,
Travail et Concertation sociale

**DIRECTION GÉNÉRALE
RELATIONS COLLECTIVES
DU TRAVAIL**
Direction du Greffe



Federale overheidsdienst
Werkgelegenheid, Arbeid
en Sociaal Overleg
**ALGEMENE DIRECTIE
COLLECTIEVE
ARBEIDSBETREKKINGEN**
Directie van de Griffie

ERRATUM

Commission paritaire pour
l'entretien du textile
n° 110

**CCT n° 77661/CO/110
du 17/05/2005**

Correction du texte en français :

- les premiers mots de l'alinéa 2 du § 1^{er} de l'article 2 : « *Pour désigner le nombre de personnel, le même calcul est fait...* » sont remplacés comme suit : « *Afin de définir s'il y a effectivement 50 ouvriers ou ouvrières, le même calcul est fait...* ».

Correction du texte en français :

- le point f de l'article 10 : « *lorsque l'intéressé ne répond plus aux conditions de l'article 2.* » doit être lu comme suit : « *lorsque l'intéressé ne répond plus aux conditions de l'article 7.* ».

Décision du

ERRATUM

Paritair Comité voor de
textielverzorging
nr. 110

**CAOnr. 77661/CO/110
van 17/05/2005**

Verbetering van de Franstalige tekst :

- de eerste woorden van de eerste alinea van het artikel 2 : « *Pour désigner le nombre de personnel, le même calcul est fait...* » moeten vervangen worden zoals volgt : « *Afin de définir s'il y a effectivement 50 ouvriers ou ouvrières, le même calcul est fait...* ».

Verbetering van de Nederlandstalige tekst :

- punt f van artikel 10 : « *in geval betrokkene de voorwaarden van artikel 2 niet meer vervult.* » moet zoals volgt gelezen worden : « *in geval betrokkene de voorwaarden van artikel 7 niet meer vervult.* ».

Beslissing van

23 -06- 2006

STATUT DE LA DELEGATION SYNDICALE

CCT du 17 mai 2005

C.C.T. du 19.04.1985 (A.R. 15.10.1985 - M.B. 07.11.1985), modifiée par
 C.C.T. du 12.12.1989 (A.R. 09.04.1990 - M.B. 05.05.1990), remplacée par
 C.C.T. du 07.02.1991 (A.R. 27.05.1992 - M.B. 04.08.1992), modifiée par
 C.C.T. du 13.10.1995 (A.R. 06.06.1997 - M.B. 13.08.1997)
 C.C.T. du 28.04.1999 (A.R. 10.08.2001 - M.B. 08.12.2001)

CHAPITRE I - CHAMP D'APPLICATION ET DISPOSITIONS GENERALES**Article 1**

La présente Convention Collective de Travail s'applique aux entreprises ressortissant à la Commission Paritaire pour l'Entretien du Textile et qui occupent 50 travailleurs ou plus, ainsi qu'aux ouvriers et ouvrières qu'elles occupent.

Article 2

§1

Dans les entreprises, visés à l'article 1 et qui occupent 50 travailleurs ou plus et qui n'ont pas encore de conseil d'entreprise, ni de comité de **sécurité, d'hygiène** et d'embellissement des lieux de travail, un délégué syndical peut être désigné par chaque organisation syndicale.

~~Pour désigner le nombre de personnel-~~, le même calcul est fait comme prévu dans la loi et les dispositions réglementaires sur l'instauration du comité de sécurité, d'hygiène et d'embellissement des lieux de travail.

§2

Dans les entreprises, visés à l'article 1 et qui occupent 50 travailleurs et travailleuses ou plus et où le conseil d'entreprise ou le comité de sécurité, d'hygiène et d'embellissement existent, chaque organisation syndicale qui dispose de membres au conseil d'entreprise ou au comité de sécurité, d'hygiène et d'embellissement des lieux de travail, peut désigner un délégué syndical effectif et un délégué syndical suppléant, à choisir parmi les membres effectifs ou suppléants du conseil d'entreprise ou du comité de sécurité et d'hygiène. S'il n'y a pas de membres effectifs du conseil d'entreprise ou du comité de sécurité et d'hygiène, ils doivent appartenir à la catégorie des travailleurs protégés issus de la dernière élection d'un conseil d'entreprise ou d'un comité de sécurité et d'hygiène.

§3

NEERLEGGING-DÉPOT | REGISTR.-ENREGISTR. | NR.
 0 1 -07- ZUU5 | 13 -12- 2005 | N°

77.661/001110

Par travailleurs on entend tous les membres du personnel permanent, engagés dans les liens d'un contrat de travail à durée indéterminée et/ou déterminée que les ouvriers ou ouvrières intérimaires qui ne remplacent pas des membres du personnel permanent engagés dans les liens d'un contrat de travail.

§4

On entend par entreprise l'unité technique d'exploitation telle que cette notion est reprise à l'article 14 de la loi du 20 septembre 1948 portant l'organisation de l'économie.

Article 3

En toutes circonstances, les délégués syndicaux sont tenus :

- a) de faire preuve d'un esprit de justice, d'équité et de conciliation;
- b) d'éviter personnellement toute **infraction** au règlement de travail d'entreprise, aux conventions collectives de travail, à la discipline de travail ainsi qu'au respect du secret professionnel;
- c) de ne pas entraver les interventions de gestion de l'entreprise et de ses représentants aux différents postes de direction.

CHAPITRE II - COMPETENCE

Article 4

La délégation syndicale a le droit d'être entendue par l'employeur ou son représentant à propos de tout différend ou contestation présentant un caractère collectif et survenu dans l'entreprise. Ce même droit lui revient aussi pour de semblables différends ou contestations qui risquent d'y survenir.

Article 5

Toute plainte individuelle est introduite par la voie hiérarchique habituelle et par l'ouvrier concerné qui, à sa demande, est assisté de son délégué syndical.

La délégation syndicale a le droit d'être entendue à l'occasion de tout différend ou contestation individuel, qui ne peut être aplani, suivant la procédure ci-avant.

Article 6

Lorsqu'un délégué syndical effectif est empêché temporairement ou définitivement, il est remplacé par son suppléant qui dispose alors des mêmes compétences que le délégué effectif.

CHAPITRE III - CONDITIONS POUR POUVOIR ÊTRE DESIGNÉ COMME DELEGUE SYNDICAL

Article 7

Pour pouvoir être désigné comme délégué syndical, les conditions mentionnées ci-après à la date de la lettre, visée à l'article 8, § 2, doivent être réunies :

- a) être âgé de 18 ans au moins;
- b) jouir des droits civils;
- c) être occupé dans l'entreprise depuis au moins 12 mois.

CHAPITRE IV - DESIGNATION DES DELEGUES SYNDICAUX

Article 8

§ 1

Les délégués syndicaux sont désignés par l'organisation syndicale auprès de laquelle ils sont affiliés.

§ 2

Les noms des délégués syndicaux sont communiqués à l'employeur par lettre recommandée à la poste, émanant de l'organisation syndicale.

§ 3

Endéans les quinze jours à compter de la date du cachet de la poste sur la lettre mentionnée au § 2, l'employeur accuse réception par écrit de la lettre précitée. Si l'employeur n'observe pas cette formalité dans le délai prévu, son accord à la désignation des délégués syndicaux est tenu pour acquis.

§ 4

Tout différend concernant la désignation des délégués syndicaux ou le respect des conditions prévues à l'article 7, est soumis endéans les 30 jours à compter de la date du cachet sur la lettre mentionnée au § 2, pour conciliation à la Commission Paritaire pour l'Entretien du Textile.

Article 9

La durée du mandat de délégué syndical est de 4 ans. Sous réserve de l'application des dispositions de l'alinéa deux du présent article, ce mandat est renouvelé tacitement.

Endéans les trois mois qui suivent les élections sociales, il peut être procédé, au niveau de l'entreprise, à un réexamen des mandats des délégués syndicaux, tenant compte des résultats des élections précitées.

Article 10

Le mandat du délégué syndical prend fin :

- a) lorsque l'intéressé ne fait plus partie du personnel de l'entreprise;
- b) en cas de démission comme délégué syndical;
- c) lorsque l'intéressé n'est plus membre de l'organisation syndicale qui l'a désigné;
- d) dès que l'intéressé fait partie du personnel dirigeant de l'entreprise;
- e) lorsque l'intéressé n'appartient plus au personnel ouvrier de l'entreprise, sauf si l'organisation syndicale qui l'a désigné, demande le maintien de son mandat, par lettre recommandée à la poste et adressée à l'employeur;
- f) lorsque l'intéressé ne répond plus aux conditions de l'article 7.

CHAPITRE V - FONCTIONNEMENT DE LA DELEGATION SYNDICALE

Article 11

La délégation syndicale se réunit immédiatement après chaque réunion du comité de sécurité, d'hygiène et d'embellissement des lieux de travail, sauf règlement dérogatoire convenu au niveau de l'entreprise.

Article 12

Au cours des pauses, la délégation syndicale peut procéder oralement ou par écrit à toute communication utile au personnel ouvrier, sans que cela puisse perturber l'organisation du travail. Ces communications ne peuvent traiter que d'affaires professionnelles ou syndicales.

CHAPITRE VI - STATUT DU DELEGUE SYNDICAL

Article 13



A tous égards et en toutes circonstances, les membres de la délégationsyndicale sont traités de la même manière que les autres ouvriers et ouvrières appartenant à la même catégorie professionnelle dans l'entreprise.

CHAPITRE VII - REGLEMENT DES LITIGES

Article 14

Tout litige concernant l'application de la présente Convention Collective de Travail pourra être soumis pour conciliation à la Commission Paritaire pour l'Entretien du Textile.

CHAPITRE VIII - PROTECTION DU DELEGUE SYNDICAL

Article 15

Le délégué ne peut être licencié en raison de l'exécution de sa tâche comme délégué syndical.

Les déléguéssyndicaux ne peuvent être licenciés qu'en application de la procédure prévue pour la protection des élus, représentants du personnel, au conseil d'entreprise et/ou comité de sécurité, d'hygiène et embellissement des lieux de travail. Les déléguéssyndicaux ont la même protection légale des élus, représentants du personnel, au conseil d'entreprise et/ou comité de sécurité, d'hygiène et embellissement des lieux de travail.

CHAPITRE IX - DISPOSITIONS FINALES

Article 16

La présente Convention Collective de Travail remplace la Convention Collective de Travail du 19 avril 1985 (A.R. 15.10.1985 - M.B. 07.11.1985) concernant le statut de la délégation syndicale, modifiée par Convention Collective de Travail du 12 décembre 1989 (A.R. 09.04.1990 - M.B. 05.05.1990).

La présente Convention Collective de Travail entre en vigueur le ~~7 février~~ 1991. ^{1. ^^^^ J^^T}

Elle est conclue pour une durée indéterminée. Elle peut être dénoncée par l'une des parties contractantes, moyennant un préavis de trois mois, notifié par lettre recommandée à la poste et adressée au président de la Commission Paritaire pour l'Entretien du Textile ainsi qu'aux organisations représentées au sein de cette commission.

=====

STATUUT VAN DE SYNDICALE AFVAARDIGING

CAO van 17 mei 2005

C.A.O. van 19.04.1985 (K.B. 15.10.1985 - B.S. 07.11.1985), gewijzigd bij
 C.A.O. van 12.12.1989 (K.B. 09.04.1990 - B.S. 05.05.1990), vervangen bij
 C.A.O. van 07.02.1991 (K.B. 27.05.1992 - B.S. 04.08.1992), gewijzigd bij
 C.A.O. van 13.10.1995 (K.B. 06.06.1997 - B.S. 13.08.1997)
 C.A.O. van 28.04.1999 (K.B. 10.08.2001 - B.S. 08.12.2001)

HOOFDSTUK I: TOEPASSINGSGEBIED EN ALGEMENE BEPALINGEN

Artikel 1

Deze Collectieve Arbeidsovereenkomst is van toepassing op de ondernemingen die ressorteren onder het Paritair Comité voor de Textielverzorging en die 50 of meer werknemers tewerkstellen, evenals op de door hen tewerkgestelde werklieden en werksters.

Artikel 2

§ 1. In elke onderneming, bedoeld in artikel 1 waar gewoonlijk gemiddeld tenminste 50 werklieden of werksters tewerkgesteld zijn en waar nog geen ondernemingsraad of comité voor veiligheid bestaat, kan één syndicaal vertegenwoordiger aangeduid worden door elke vakorganisatie.

Om na te gaan in hoever 50 werklieden of werksters tewerkgesteld zijn, wordt een identieke berekeningswijze toegepast als deze, voorzien door de wettelijke en reglementaire bepalingen inzake de comités voor veiligheid, gezondheid en verfraaiing der werkplaatsen.

§2. In elke onderneming, bedoeld in artikel 1 waar gemiddeld tenminste 50 werknemers en werknemsters tewerkgesteld zijn en waar een ondernemingsraad of comité voor veiligheid, gezondheid en verfraaiing der werkplaatsen bestaat, kan elke vakorganisatie die effectieve leden telt in de ondernemingsraad of in het comité voor veiligheid, gezondheid en verfraaiing der werkplaatsen één effectieve en één plaatsvervangende syndicale afgevaardigde aanduiden, te kiezen uit de effectieve of plaatsvervangende leden van de ondernemingsraad of het comité veiligheid en gezondheid.

Indien geen effectieve leden van ondernemingsraad of comité veiligheid en gezondheid ter beschikking zijn, moeten zij behoren tot de categorie van de beschermde werknemers ten gevolge van de organisatie van de laatste verkiezing van ondernemingsraad of comité veiligheid en gezondheid.

NEERLEGGING-DÉPÔT	REGISTR.-ENREGISTR.	NR.
0 1 -07- 2005	1 3 -12- 2005	Nº

77.661
Ag / mo

§ 3. Onder **werknemers** wordt verstaan, **alle** personeelsleden met een vast contract van zowel bepaalde **en/of** onbepaalde duur alsook de **interimarbeiders(sters)** die geen personeelsleden met een vast dienstcontract vervangen.

§ 4. Met **onderneming** wordt bedoeld de technische bedrijfseenheid bepaald in artikel 14 van de wet inzake de organisatie van het bedrijfsleven van 20 september 1948.

Artikel 3

De syndicale afgevaardigden **moeten** in **alle** omstandigheden :

- a) een geest van rechtvaardigheid, billijkheid en verzoeningsgezindheid aan de dag leggen;
- b) **elke** tekortkoming aan het **arbeidsreglement** van de onderneming, aan de Collectieve Arbeidsovereenkomsten, aan de arbeidsdiscipline en aan het beroepsgeheim, vermijden;
- c) het optreden van de leiding van de onderneming en haar vertegenwoordigers op de verschillende gezagsposten, niet bemoeilijken.

HOOFDSTUK II: BEVOEGDHEID

Artikel 4

De syndicale afvaardiging heeft het recht, door de werkgever of door zijn vertegenwoordiger te worden gehoord naar aanleiding van elk geschil of betwisting van collectieve aard die zich in de onderneming voordoet. Zij heeft hetzelfde recht, wanneer dergelijke geschillen of betwistingen dreigen te ontstaan.

Artikel 5

Elke **individuele** klacht wordt ingediend **langs** de gewone hiërarchische weg door de belanghebbende **werknemer** die, op zijn verzoek, wordt bijgestaan door zijn syndicale afgevaardigde.

De syndicale afvaardiging heeft het recht te worden gehoord naar aanleiding van elk **individueel** geschil of betwisting die **langs** de **voornoemde** weg niet kan worden opgelost.

Artikel 6

Wanneer een effectieve syndicale afgevaardigde, hetzij tijdelijk, hetzij **definitief**verhinderd is, wordt hij vervangen door zijn plaatsvervangende afgevaardigde die in dit geval over dezelfde bevoegdheden beschikt **als** de effectieve afgevaardigde.

HOOFDSTUK III: VOORWAARDEN OM ALS SYNDICALE AFGEVAARDIGDE TE KUNNEN WORDEN AANGEDUID

Artikel 7

Om als syndicale afgevaardigde te worden aangeduid, moet aan volgende voorwaarden worden voldaan op de dag van het schrijven vermeld in artikel 8, § 2 :

- a) tenminste 18 jaar oud zijn;
- b) de burgerlijke rechten genieten;
- c) sedert ten minste 12 maanden in de onderneming tewerkgesteld zijn.

HOOFDSTUK IV: AANDUIDING VAN DE SYNDICALE AFGEVAARDIGDEN

Artikel 8

- § 1. De syndicale afgevaardigden worden aangeduid door de vakorganisatie waarbij hij aangesloten is.
- § 2. De namen van de syndicale afgevaardigden worden door de vakorganisatie medege-deeld aan het ondernemingshoofd, bij een ter post aangetekend schrijven.
- § 3. Binnen de vijftien dagen te rekenen vanaf de datum van afstempeling door de post van het schrijven vermeld in paragraaf 2, bevestigt de werkgever aan de vakorganisatie die ontvangst van dit schrijven. Indien het ondernemingshoofd deze formaliteit niet nakomt binnen de gestelde termijn, wordt verondersteld dat hij instemt met de aanduiding van de betrokken syndicale afgevaardigden.
- § 4. Elk geschil betreffende de aanduiding van de syndicale afgevaardigden of het al dan niet vervullen van de voorwaarden gesteld in artikel 7, wordt binnen de 30 dagen, te rekenen van de datum van afstempeling van het in paragraaf 2 vermelde schrijven, voorgelegd ter beslechting aan het Paritair Comité voor de Textielverzorging.

Artikel 9

De duur van het mandaat van syndicale afgevaardigde bedraagt 4 jaar. Het wordt, behoudens toepassing van de beschikkingen van het tweede lid van dit artikel, stilzwijgend vernieuwd.

Binnen de drie maand na de sociale verkiezingen, kan worden nagegaan in de onderneming of er aanleiding toe bestaat de mandaten van de syndicale afgevaardigden te herzien, rekening houdend met de uitslag van de voornoemde verkiezingen.

Artikel 10

Het mandaat van syndicale afgevaardigde **neemt** een einde :

- a) in geval betrokkene geen deel meer uitmaakt van het personeel der onderneming;
- b) in geval van ontslag als syndicale afgevaardigde;
- c) in geval betrokkene geen **lid** meer is van de vakorganisatie die hem heeft aangeduid;
- d) zodra betrokkene deel uitmaakt van het leidinggevend personeel van de onderneming;
- e) in geval betrokkene niet langer behoort **tot** het werkliedenpersoneel van de onderneming, tenzij de vakorganisatie die hem heeft aangeduid, bij aangetekend schrijven gericht aan de werkgever, het behoud van zijn mandaat vraagt;
- f) in geval betrokkene de voorwaarden van **artikel 7** niet meer vervult.

HOOFDSTUK V: WERKING VAN DE SYNDICALE AFVAARDIGING

Artikel 11

De syndicale afvaardiging komt bijeen onmiddellijk na elke vergadering van het Comité voor veiligheid, gezondheid en **verfraaiing** der werkplaatsen behoudens afwijkend **reglement** overeengekomen in het bedrijf.

Artikel 12

De syndicale afvaardiging kan tijdens de rustperiodes mondeling of schriftelijk overgaan **tot** elke mededeling **welke** nuttig is voor het werkliedenpersoneel. Deze mededelingen **mogen** alleen betrekking hebben op professionele of syndicale aangelegenheden.

HOOFDSTUK VI: STATUUT VAN DE SYNDICALE AFGEVAARIGDE

Artikel 13

De leden van de syndicale afvaardiging worden in elk opzicht en in alle omstandigheden op gelijke voet behandeld als de andere werklieden en werksters die behoren **tot** dezelfde beroepscategorie in de onderneming.

HOOFDSTUK VII: REGELING DER GESCHILLEN

Artikel 14

Elk geschil betreffende de toepassing van deze Collectieve Arbeidsovereenkomst zal worden ter verzoening voorgelegd aan het Paritair Comité voor de Textielverzorging.

HOOFDSTUK VIII: BESCHERMING VAN DE SYNDICALE AFGEVAARDIGDE

Artikel 15

Een syndicale afgevaardigde kan **niet** afgedankt worden omwille van de uitvoering van zijn taak als syndicale afgevaardigde.

Syndicale afgevaardigden **kunnen** slechts worden afgedankt volgens de **procedure** voorzien voor de bescherming van de verkozen personeelsafgevaardigden in de Ondernemingsraad en/of het Comité voor veiligheid, gezondheid en **verfraaiing** der werkplaatsen en genieten dezelfde wettelijke bescherming als de verkozen leden van de ondernemingsraad of het comité voor veiligheid, gezondheid en verfraaiing der werkplaatsen.

HOOFDSTUK IX: SLOTBEPALINGEN

Artikel 16

Deze Collectieve Arbeidsovereenkomst vervangt de Collectieve Arbeidsovereenkomst van 19 april 1985 (K.B. 15.10.1985 - B.S. 07.11.1985) betreffende het statuut van de syndicale afvaardiging, gewijzigd bij Collectieve Arbeidsovereenkomst van 12 december 1989 (K.B. 09.04.1990 - B.S. 05.05.1990).

Deze Collectieve Arbeidsovereenkomst treedt in werking op ^{1 januari 1991} ~~1 januari 1991~~.

Zij wordt gesloten voor onbepaalde duur. Zij kan worden opgezegd door één der contracterende partijen, mits een opzeg van drie maand, betekend bij aangetekend schrijven en gericht aan de voorzitter van het Paritair Comité voor de Textielverzorging en aan de in dit comité vertegenwoordigde organisaties.
